

la lettre

RESACOOOP

68 janvier / mars 2012

PAROLE D'ACTEURS

Tous mobilisés pour l'accès à l'eau !

Les membres du conseil d'administration et l'équipe technique de RESACOOOP vous souhaitent
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2012 !

Depuis plus de dix ans, le Grand Lyon est engagé en coopération avec des territoires du Sud. Rapidement, les problématiques d'eau et d'assainissement se sont imposées comme un levier de développement. Les chiffres sont alarmants : presque un milliard de personnes dans le monde n'a pas accès à une eau salubre, plus de 2,6 milliards n'ont pas d'accès à l'assainissement.

L'eau insalubre est la première cause de mortalité dans le monde. Si la question de l'accès à l'eau est inscrite dans l'agenda politique mondial au travers des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les solutions se trouvent aussi à l'échelle locale. À ce titre, les collectivités ont un rôle à jouer, que ce soit pour renforcer les compétences des autorités locales ou soutenir les investissements nécessaires.

Le Grand Lyon tend à répondre à ces enjeux en vertu de la loi Oudin* de 2005. Cette solidarité s'exprime à travers deux démarches : la coopération décentralisée et le « Fonds eau ».

Par sa participation, comme à Madagascar, le Grand Lyon mobilise ses agents pour accompagner les communes dans leur rôle de maître d'ouvrage : planifier l'usage des ressources en eau, suivre les chantiers, entretenir les infrastructures...

Le Fonds eau*, lui, est un dispositif financier destiné à soutenir des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement. Piloté par le Grand Lyon, il est alimenté par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, Veolia et la Lyonnaise des eaux. Plus de 100 projets ont été soutenus depuis 2004, destinés à plus d'un million de bénéficiaires. Souvent, les associations porteuses de ces projets appuient une dynamique territoriale par des actions d'éducation, de sensibilisation et des manifestations solidaires.

De nombreuses collectivités locales françaises n'ont pas encore franchi le pas de la loi Oudin. Le contexte économique et les difficultés sociales de nos concitoyens poussent au repli sur soi.

Je souhaiterais témoigner qu'en matière de solidarité internationale, on donne autant que l'on reçoit. Contribuer modestement à réduire les inégalités dans le monde, c'est aussi œuvrer à une plus grande cohésion sociale sur notre territoire.

Jean-Paul COLIN
vice-président à la communauté urbaine de Lyon chargé de la politique de l'eau

Proposer des solutions concrètes de gestion de l'eau et développer une coopération imaginative et solidaire en France, en Europe et à l'international, tel est l'enjeu du 6^e Forum mondial de l'eau*

Le Forum s'appuie et s'articule autour de 4 grands processus : le processus thématique pour faire émerger des objectifs-cibles, des solutions et des engagements concrets ; le processus politique pour faire de l'eau une priorité de l'action politique localement et globalement ; le processus régional pour adapter et renforcer l'action dans les grandes régions du monde (Afrique, Amériques, Europe, Asie Pacifique) ; et le processus « Racines et citoyenneté » pour mobiliser et sensibiliser les jeunes et la société civile.

Dans la préparation du Forum, Le pS-Eau – programme Solidarité Eau- est impliqué et participe à 3 groupes de travail dont les objectifs-cibles sont respectivement : garantir l'accès à l'eau pour tous et le Droit à l'eau, garantir l'accès à l'assainissement intégré pour tous et financer l'eau pour tous. Sur ces questions de financement, le pS-Eau présentera le dispositif français de la loi Oudin-Santini* et organisera le « dialogue » européen sur les mécanismes de solidarité.

En parallèle, 4 propositions de sessions ont été soumises au Partenariat français pour l'eau (PFE) qui coordonne et anime « l'Espace France », vitrine des savoir-faire et des métiers des acteurs de l'eau en France, au sein duquel plusieurs rencontres seront organisées. Les thèmes suggérés sont : la coopération décentralisée, l'approche globale de l'assainissement, le suivi-évaluation et

la mise en place de services techniques « eau et assainissement » au sein des communes burkinabè. Une table-ronde intitulée « migrations et eau » se tiendra par ailleurs sur l'espace « Terres arides et Oasis », en partenariat avec le Cari – Centre d'actions et de réalisations internationales.

Enfin, en coordination avec les agences de l'eau, le pS-Eau a participé et participe encore à des manifestations sur l'ensemble du territoire pour mobiliser et informer les collectivités locales sur la coopération décentralisée et l'extension du concept de 1 % solidaire (loi Oudin) à l'Europe, voire au plan mondial. L'objectif est d'impliquer le plus possible de collectivités françaises dans le processus « Autorités locales et régionales » (intégré au processus politique du forum), pour témoigner de leur savoir-faire en matière de gouvernance locale de l'eau et mettre ainsi en avant leur rôle majeur dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans le domaine de l'eau. Un engagement fort attendu à l'issue du forum est notamment l'adhésion d'un plus grand nombre de collectivités au Pacte d'Istanbul pour l'Eau, lancé lors du 5^e forum**.

pS-Eau, Antenne Lyon - Méditerranée
Contact : tél. 04 26 28 27 91
mouton@pseau.org

* 6^e Forum organisé à Marseille du 12 au 17 mars 2012 par le Conseil Mondial de l'Eau, le Ministère des affaires étrangères (MAEE), le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) et la Ville de Marseille.
Site du Forum : www.worldwaterforum6.org
Site du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) : www.partenariat-francais-eau.fr

**voir article page 3

*voir page 6 – rubrique Financements

édito

RESACOOOP - 19 rue d'Enghien - 69002-Lyon - Tél. 04 72 77 87 67 - fax 04 72 41 99 88 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Lucie Carezza - Anna Castelnuovo - Rose-Marie Di Donato - Corinne Lajarge - Amélie Réminiac - Antonio Silveira - Isabelle Taine
Création / mise en page : Crescend O 04 72 73 05 93 // Impression : 106 Imprimerie // Imprimé en 2800 exemplaires // ISSN 1969-2579

FORMATIONS

AMM

Association Médicale Missionnaire

- Promotion du développement sanitaire en milieu tropical – du 20 février au 30 mars

Contact : Tél. 04 78 30 69 89 – Lyon (69)
www.ammformation.org

Bioforce

- Atelier emploi solidaire – les 17 et 19 janvier
- Environnement de l'action humanitaire du 26 au 28 mars
- Les fondamentaux de l'action humanitaire du 26 mars au 6 avril
- Concevoir, piloter & évaluer un projet du 16 au 20 avril (également accessible à distance dès le printemps 2012)

Plus de formations sur www.bioforce.asso.fr

Contact : Tél. 04 72 89 31 41 – Vénissieux (69)

CADR

Collectif des associations de développement en Rhône-Alpes

- Économie solidaire et enjeux internationaux le 20 janvier
- Partenariats internationaux pour des projets locaux - le 23 mars

Contact : Tél. 04 78 50 99 36 – La Mulatière (69)
www.cadr.fr

CIEDEL

Centre international d'études pour le développement local

- Coopération décentralisée et partenariat multi-acteurs - du 16 janvier au 2 février
- Participation, revendication, plaidoyer : stratégies d'influence des citoyens sur les politiques publiques - du 27 février au 9 mars
- Ingénierie de projet : de l'identification à la mise en œuvre – du 12 mars au 6 avril
- Évaluation des actions de développement et études d'impact - du 10 avril au 4 mai

Contact : Tél. 04 72 77 87 50 – Lyon (69)
ciedel@univ-catholyon.fr

CRESS RA

Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de Rhône-Alpes

- Économie sociale et solidaire et développement local – le 24 janvier ou le 24 avril
- Maîtriser l'économie sociale et solidaire et ses enjeux – le 12 avril

Plus de formations sur www.cress-rhone-alpes.org

Contact : Tél. 04 78 09 11 97 - Lyon

Association Yelen

Formations des acteurs sociaux à l'interculturel

- Comprendre le cadre théorique de l'identité africaine - les 6 mars et 17 avril

Contact : Ballaison (74) – Tél. 04 50 35 64 70
associationyelen@wanadoo.fr

ACTUALITÉ INSTITUTIONNELLE

AU PLAN RÉGIONAL

Région Rhône-Alpes

PROVINCE DE HO CHI MINH VILLE - VIETNAM

La Région Rhône-Alpes renouvelle l'accord de coopération avec la province de Ho Chi Minh Ville (Vietnam). Commencée en 1997, cette coopération donne la priorité au développement durable, et dans ce cadre, elle privilégie le développement urbain, les échanges universitaires et scientifiques ainsi que la coopération au développement (accès aux biens publics mondiaux, réduction des disparités territoriales et sociales, et maîtrise des changements climatiques).

L'ÉTAT DU PARANÁ – BRÉSIL

La délégation rhônalpine, conduite par Bernard Soulage, vice-président de la Région Rhône-Alpes délégué à l'Europe et aux relations internationales, a été accueillie au Brésil les 7 et 8 juillet 2011. L'objectif du déplacement était de rencontrer les nouvelles autorités du Paraná dans la perspective du renouvellement de l'accord de coopération engagé en octobre 2005. Les thèmes prioritaires du nouveau plan d'actions pour la période 2011-2014 sont le développement économique, l'environnement et les énergies renouvelables, l'agro-alimentaire et l'agriculture, le développement territorial durable, l'enseignement supérieur et la recherche.

AMAZONIE ÉQUATORIENNE

La Région a aussi proposé une nouvelle convention de coopération de 3 ans avec le Conseil de gouvernement du Peuple Originnaire Kichwa de Sarayaku en Amazonie équatorienne. Les signataires s'engagent à renforcer les échanges entre les deux territoires : en faveur de la biodiversité mondiale, du développement durable et de la défense des droits des peuples autochtones dans le bassin du fleuve Bobonaza, notamment dans leur lutte contre l'exploitation pétrolière et la déforestation.

Contact : Région Rhône-Alpes – tél. 04 26 73 49 19
Plus d'informations : www.rhonealpes.fr

Conseil général de l'Isère

LA COOPÉRATION AVEC BETHLÉEM

Le Gouvernorat de Bethléem et le Conseil général de l'Isère ont signé le 3 octobre 2011 une convention de coopération lors de la visite d'une délégation iséroise dans les territoires palestiniens, conduite par Christine Crifo, vice-présidente du Conseil général de l'Isère en charge de la coopération décentralisée. La convention, d'une durée de 3 ans, permettra de réaliser plusieurs actions concrètes, en particulier l'appui institutionnel au gouvernorat par des formations et des échanges d'expériences; l'appui sur la gestion du patrimoine et des collections avec l'implication du musée départemental de l'Ancien Evêché de Grenoble; la formation de guides pour des circuits de randonnées solidaires; l'appui technique à des initiatives de développement économique et, en matière de santé publique, la sensibilisation et la prévention du diabète. Les relations entre les deux territoires sont anciennes et mobilisent différentes institutions, dont l'Université de Grenoble, et plusieurs collectivités locales de l'agglomération grenobloise.

Contact : Conseil général de l'Isère - Service Coopération décentralisée – Tél. 04 76 00 37 60
Plus d'informations : www.isere.fr

Ville de Saint-Étienne

M. Damien Chapis est le nouveau directeur des relations internationales à la Ville de St-Etienne en remplacement de M. Jean-François Pascal.

Contact : tél. 04 77 48 77 48 – www.saint-etienne.fr

NATIONAL

LE SÉNAT ADOPTE UNE TAXE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

En vue de l'examen du projet de loi des finances 2012, le 17 novembre dernier, la commission des affaires étrangères a adopté à l'unanimité une taxe de solidarité internationale sur les transactions financières, avec un plafond de 0,05% modulable en fonction du type de transaction. La taxe a été déjà discutée au niveau international dans le cadre du G20, mais aucun accord n'avait été trouvé entre les Etats. Si l'amendement passe avec succès les différentes étapes du parcours législatif, la France sera donc le premier pays à donner l'exemple. Cette taxe, comme celle mise en place sur les billets d'avion en 2006, peut devenir la base d'une fiscalité mondiale qui vise au financement des politiques publiques globales pour le développement et la préservation des biens publics mondiaux.

Plus d'informations : www.senat.fr

Travaux parlementaires >> Commissions >> Affaires étrangères, défense, forces armées

MODIFICATION DE LA CARTE SÉCURITÉ DU MAEE

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a modifié la carte de sécurité du Mali suite aux événements de novembre 2011. La zone située au nord de la ligne Nioro-Mourdhia-Niono-Douentza-Koro est donc formellement déconseillée. Le MAEE invite tous les Français qui s'y trouveraient à la quitter immédiatement et à prendre l'attache du Consulat général de Bamako. Le reste du pays est déconseillé, sauf raisons impératives, dans ce cas il est fortement recommandé de se signaler au Consulat général et de s'inscrire sur le site Ariane du MAEE.

Plus d'informations : www.diplomatie.gouv.fr >> Conseil aux voyageurs

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE : 3^E CIRCULAIRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Dans le bulletin officiel n°41 du 10 novembre, le Ministère de l'Éducation nationale a publié la « Troisième phase de généralisation de l'Éducation au développement durable » qui affirme la nécessité « d'approfondir la complémentarité et la continuité entre les projets d'éducation au développement et à la solidarité internationale et les actions d'éducation au développement durable » (circulaire n° 2011-186 du 24/10/2011).

Pour télécharger le document : www.education.gouv.fr

et sur www.resacoop.org >> rubrique La solidarité internationale à l'école



INTERNATIONAL

Forum mondial de l'eau – Marseille 2012

Ce forum réunit tous les 3 ans depuis 1997, gouvernements, autorités locales, institutions intergouvernementales, décideurs économiques et sociaux, et acteurs de la société civile pour trouver des solutions aux grands enjeux liés à l'eau. Cette année, la « Plateforme des solutions* », un espace collaboratif de partage des connaissances et d'expériences, a été mise en place pour permettre le développement des contributions de la société civile.

Plus d'informations : www.worldwaterforum6.org

*Découvrez la plateforme et partagez vos solutions : www.solutionsforwater.org

LE PACTE D'ISTANBUL

Créé lors du dernier Forum mondial de l'eau en mars 2009, ce pacte formalise l'engagement des autorités locales et régionales qui souhaitent adapter leurs infrastructures et services d'eau aux nouveaux défis : le changement climatique, l'urbanisation galopante, l'épuisement et la pollution des ressources en eau ou les infrastructures vieillissantes. En novembre 2011, environ 800 maires de 49 pays ont signé le Pacte d'Istanbul.

Le Pacte d'Istanbul pour l'Eau est dorénavant disponible en 9 langues : www.worldwaterforum6.org

>> Commissions >> Politique >> Le processus autorités locales et régionales

AGENDA INTERNATIONAL DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

du 12 au 17 mars

6^e Forum mondial de l'eau à Marseille (France)

du 23 au 24 janvier

Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne à Hébron (Territoires palestiniens)

FORMATIONS

Forum Réfugiés

- Fondamentaux de la demande d'asile – le 9 février
- Fondamentaux du droit des étrangers – les 27 et 28 février
- État des lieux de l'asile en Europe – les 5 et 6 mars
- Migrations forcées vers l'Europe : enjeux géopolitiques et humains – le 8 mars
- Comprendre la migration d'asile en provenance du Congo RDC – les 15 et/ou 16 mars
- Migrations africaines et intervention sociale – les 2 et 3 avril

NOUVEAU

En 2012, 6 nouvelles formations complètent le programme de Forum Réfugiés dans les champs réglementaires, géopolitiques, de l'accompagnement, de l'interculturalité et de la santé mentale concernant les personnes exilées.

Forum Réfugiés propose aussi des formations « sur mesure » au sein de votre structure.

Plus de formations sur www.forumrefugiés.org

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 – Villeurbanne (69)

Groupe URD

Urgence, réhabilitation et développement

- Évaluation de la qualité des actions humanitaires – du 16 au 20 avril

Contact : Tél. 04 75 28 29 35 – Plaisians (26)

www.urd.org

La Cité de la solidarité internationale

- Les outils de la communication - le 9 mars

Contact : Tél. 04 50 87 09 87 - Annemasse (74)

www.cite-solidarite.fr

Coopérative « l'orage »

- Pratiquer la démocratie - du 19 au 21 janvier à Lyon
- Techniques de débat public - du 21 au 23 mars

Contact : Tél. 06 59 06 80 54 – Grenoble (38)

contact@scoplorage.org

Coopérative Peuple et culture

- Élaborer la stratégie de communication de la structure – les 30 et 31 janvier à Romans Sur Isère (26)
- Créer les visuels et les graphismes de l'association – du 8 au 10 février à Montélimar (26)
- Financer l'association par le partenariat avec les entreprises - du 12 et 13 mars à Privas (07)

Plus de formations sur www.lacoop26-07.fr

Contact : Tél. 04 75 25 43 67 – Valence (26)

Pays de Savoie solidaires

- Faire un bilan et évaluer un projet de solidarité internationale - le 4 février à Chambéry
- Comment susciter la participation des publics pendant la Semaine de la solidarité internationale ? le 31 mars (lieu à confirmer)

Contact : Tél. 04 79 25 28 97 – Le Bourget du Lac (73)

www.paysdesavoiesolidaires.org



Retrouvez les formations RESACOOP page 8 et d'autres informations sur www.resacoop.org rubrique Se Former

AGENDA

Haïti : 500 ans d'Histoire

du 9 janvier au 24 février
à l'ENS de Lyon 7ème, 15 Parvis Descartes

Cette exposition est présentée dans le cadre d'un programme d'événements culturels organisés par le Réseau Rhône-Alpes pour Haïti. Créée à l'occasion de la commémoration du cinquième centenaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb, cette exposition a voyagé dans de nombreux pays. Une trentaine d'artistes racontent en 70 tableaux, 500 ans d'histoire d'un peuple, ses souffrances, ses victoires, mais aussi ses espérances au-delà des tragédies vécues.

Plus d'informations : www.cadr.fr

Forum des microfinances et de l'entrepreneuriat social

19 janvier à Lyon – Hôtel de Ville

Sur le thème « Réinventer le financement [et le fonctionnement] des activités à but social », cette 4^e édition s'inscrit dans une nouvelle dynamique. En effet, deux événements internationaux seront décentralisés au Sénégal et au Liban.

Plus d'informations :

www.forummicrofinancerhonealpes.org

À la rencontre des jeunes et de leurs initiatives solidaires !

le 31 janvier à Lyon – place Carnot

Dans le cadre du « Festival de l'Initiative des jeunes », le CRUI (Centre régional d'information Jeunesse), RESACOOP, l'Université catholique de Lyon (UCLy), son Centre de ressources documentaires et RITIMO organisent un après-midi consacré à la thématique de l'engagement des jeunes dans des projets de solidarité internationale. Cette rencontre aura lieu à l'Université catholique de Lyon. Plusieurs associations d'étudiants, des jeunes porteurs de projets, des professionnels du développement seront présents pour échanger entre eux et pour faire connaître leurs projets.

Plus d'informations : www.resacoop.org

Quels ingénieurs citoyens et solidaires pour demain ?

les 31 mars et 1er avril à Lyon

Ces journées nationales d'Ingénieurs sans frontières seront cette année l'occasion de fêter les 30 ans de la fédération avec un programme festif, des conférences, des ateliers, des débats, des animations : une soirée mémorable et des rencontres !

Plus d'informations : www.isf-france.org

Université d'été de la solidarité internationale

du 4 au 7 juillet à Lyon

Coordonnée par le CRID et le CADR, l'Université se déroule sur 4 jours avec des conférences, des modules de formation, des ateliers-débat, des temps de convivialité et un forum des organisations.

Plus d'informations : www.cadr.fr

PUBLICATIONS

Stratégies municipales concertées (SMC) Guides méthodologiques sur l'eau et l'assainissement

Ces guides ont été élaborés dans le cadre du programme Stratégies Municipales Concertées (SMC) à l'attention des décideurs et acteurs locaux. L'objectif de ce programme est d'accompagner les maîtres d'ouvrages locaux dans le développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Il a permis d'expérimenter l'élaboration de stratégies municipales dans douze villes secondaires d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est, et de développer une réflexion sur la mutualisation à l'échelle régionale pour l'amélioration des services dans les petites villes de trois pays d'Afrique de l'Ouest. Cette série de 6 guides propose des supports et outils en adéquation avec les enjeux des services de l'eau et de l'assainissement, afin de répondre au mieux aux besoins des acteurs de ce secteur.

- N°1 : Élaborer une stratégie municipale concertée pour l'eau et l'assainissement dans les villes secondaires africaines
- N°2 : Créer une dynamique régionale pour améliorer les services locaux d'eau potable et d'assainissement dans les petites villes africaines
- N°3 : Analyser la demande des usagers – et futurs usagers – des services d'eau et d'assainissement dans les villes africaines
- N°4 : Choisir des solutions techniques adaptées pour l'assainissement liquide
- N°5 : Gérer les toilettes et les douches publiques
- N°6 : Financer l'assainissement

Le programme Solidarité Eau (pS-Eau) et le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM Cotonou-Bénin) – décembre et novembre 2010 – entre 64 et 188 pages

Pour télécharger les documents : www.pseau.org

L'eau, la vie, le développement humain Livre bleu Sénégal

Après le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Bénin, le Livre Bleu Sénégal complète une série éditée par le Secrétariat International de l'Eau. Les 5 livres fournissent une mesure indépendante de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour l'eau et l'assainissement et portent un regard critique sur les politiques et stratégies sectorielles. Élaboré grâce à un long processus participatif initié par la société civile sénégalaise, le livre bleu Sénégal est destiné à l'ensemble des acteurs sénégalais ainsi qu'à leurs partenaires internationaux, techniques et financiers.

Livre – édité par le Secrétariat international de l'eau – 2010 - 12 pages

Pour télécharger le document : www.sie-isw.org

Bilan 2010 : La coopération décentralisée française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Ce document synthétique de 6 pages présente un état des lieux des projets menés ou soutenus en 2010 et des montants engagés dans les pays en développement, en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement, par les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération (EPCI) et les agences de l'eau.

pS-Eau et Agence française de développement (AFD) – octobre 2011 – 6 pages

Pour télécharger le document : www.pseau.org

Les voyageurs de l'eau

Commençant par l'Asie, en passant par l'Amérique du Sud, les océans, et en terminant en Afrique, deux jeunes ingénieurs ont parcouru le monde et nous expliquent 51 problématiques locales liées à la gestion de l'eau dans les pays en développement. Les auteurs décrivent des situations concrètes et documentées : l'assainissement par rayonnement ultraviolet au Cambodge, la problématique de la gestion en Amérique latine, le marketing de l'eau au Malawi... Sans oublier de faire le parallèle avec la situation française dans la préface de l'ouvrage.

Livre - Lionel Goujon et Gwenael Prié – Dunod – 2010 – 192 pages – 22€uros

Eau et assainissement en sortie de crise : entre urgence et développement

Cet ouvrage reprend les expériences et les échanges produits lors du séminaire sur le thème qui s'est tenu à Paris en janvier 2009. Bailleurs de fonds, ONG, entreprises et fondations se sont réunis pour échanger sur les stratégies et les modes d'intervention permettant de travailler de manière plus concertée en situation de crise et de sortie de crise sur les problématiques de l'eau et de l'assainissement. Ce document retrace les enseignements clés de ce séminaire organisé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Groupe Urgence Réhabilitation et Développement (URD)

AFD et Groupe URD - collection « Savoirs Communs » - novembre 2009 – 52 pages

Pour télécharger le document : www.afd.fr

Et retrouvez dans la rubrique Recherche, le rapport « l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations en situation de crise : comment passer de l'urgence à la reconstruction et au développement ? » septembre DT 115 - 2011

OUTILS PÉDAGOGIQUES

LES MAÎTRES DE L'EAU

Cette bande dessinée au style manga de 80 pages est destinée à sensibiliser les adolescents aux problèmes d'eau dans le monde. Les planches colorées racontent 7 histoires de 5 pages chacune, dans lesquelles un anti-héro s'amuse à maltraiter la planète. Chaque histoire présente un thème sur l'eau, complété par une double page technique pour tester ses connaissances de manière ludique.

BD – 80 pages - Eau Vive – 2010 - 7€uros

Contact : Eau Vive – Montreuil (93) – tél. 01 41 58 50 50
www.eau-vive.org >> Espace Junior

LES PORTEURS D'EAU

Julien et Jean-Marc, deux jeunes amis, entreprennent un voyage à la fois énigmatique et exaltant, à la quête d'une source d'eau. Il faudra faire preuve d'intelligence, de constance, d'astuces pour y arriver. Ce livre, accompagné d'un CD pour la narration, permet aux plus jeunes, mais aussi aux adultes, de s'initier à la thématique de l'eau et de réfléchir à son importance vitale.

Livre + CD – Oscar Castro – Éditions de l'Amandier – 2011 – 10€uros

Sénégal : le guide du partenariat de la coopération décentralisée

Outil de conseil et d'information, ce guide a pour but d'accompagner les collectivités locales sénégalaises et étrangères dans leurs démarches de partenariat.

Guide - Direction de la Coopération décentralisée du Sénégal – 2010 – 112 pages

Pour télécharger le document : www.cooperationdecentralisee.sn

Pour un commerce équitable au service des organisations paysannes

Texte de référence - septembre 2011

Lancé à la fin des années 80, le commerce équitable a connu un essor considérable, bien au-delà des attentes de ceux qui l'ont initialement impulsé. Aux côtés de plus de 50 organisations de producteurs du sud, Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) a été témoin de l'impact du commerce équitable labellisé Max Havelaar-FLO. Mais plus récemment, les fondements du commerce équitable ont été bouleversés en raison d'une forte croissance commerciale, de l'inclusion d'agro-plantations ou de producteurs sous contrat, de la participation croissante de multinationales agro-alimentaires et de la grande distribution ainsi que de l'émergence de nouveaux systèmes de certification. Toutes ces évolutions sont sources d'inquiétudes pour les petits producteurs du Sud et de questionnements des consommateurs au Nord. Produit par AVSF, ce texte de référence entend contribuer activement aux travaux et débats concernant l'avenir du commerce équitable, et argumente en faveur d'un commerce équitable qui reste toujours et avant tout au service des organisations paysannes.

AVSF – Collection Praxis – 2011

Pour télécharger le document : www.ruralter.org

Pedag-eau

Cette base de données en ligne recense plus de 700 supports différents (souvent consultables en ligne) : des outils pédagogiques, films et autres vidéos, livres et articles de presse. L'objectif de ce répertoire est de promouvoir l'éducation au développement en matière d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement dans les pays du Sud. Il s'agit de permettre à différents acteurs - collectivités, associations, enseignants, animateurs... - de trouver les structures et les outils les mieux adaptés pour les accompagner dans leur démarche.

Plus d'informations : www.pedag-eau.fr

Le centre de documentation Floribert Chebeya

Dans le cadre du rapprochement de leurs activités, les deux associations Così - promouvoir et défendre les droits – et Forum réfugiés ont souhaité mettre à disposition un fonds documentaire riche de plus de 5000 références dont certaines sont difficilement accessibles en France. Ouvert au public, ce nouveau centre de ressources offre un soutien documentaire personnalisé et des conseils aux acteurs s'intéressant ou travaillant dans les secteurs de l'asile et des droits de l'Homme.

Contact : 326, rue Garibaldi - 69007 Lyon
Tél : 04 27 82 62 64

Impact d'une mission de solidarité internationale

Publication de l'étude sur les volontaires au retour

Le CLONG-Volontariat et France Volontaires ont chargé l'Institut Ipsos de réaliser une étude auprès d'anciens volontaires afin de mieux cerner leur profil, leur perception de la mission qu'ils ont effectuée et les bénéfices qu'ils en ont retirés. C'est dans ce cadre que 501 anciens volontaires de solidarité internationale (VSI) ont été interrogés en juillet 2011. L'impact de leur mission sur l'engagement collectif et citoyen y apparaît fortement. Les multiples apports du VSI se répercutent dans la vie personnelle, professionnelle et citoyenne des volontaires. Cette étude montre un potentiel d'ouverture pour nos compatriotes ayant des effets sur l'emploi international, la cohésion sociale et le sens de la solidarité. Les volontaires constituent donc un socle de citoyens mieux éclairés, plus engagés. La question de la valorisation de ce potentiel reste à poser.

Plus d'informations : www.clong-volontariat.org

Resolog

Réseau des professionnels de santé

Impliqué à tous les niveaux pour améliorer la performance des programmes de santé, l'Institut Bioforce a lancé le projet Resolog, un réseau francophone des professionnels de santé en charge des fonctions logistiques. L'objectif est de créer un environnement qui permette aux médecins et infirmiers d'être plus efficaces dans leurs actes de soin, et d'accompagner l'arrivée des nouveaux vaccins et des nouvelles technologies.

Plus d'informations : www.resolog.org

PARTENARIAT

Burkina Faso

Le Groupe de travail et d'appui à la décentralisation et à la gouvernance locale (GTA-DEGOL) a été mis en place en avril 2011 à Ouagadougou au Burkina Faso. Cette structure est spécialisée dans l'évaluation, le conseil et l'appui technique pour tout ce qui concerne la décentralisation. Ses champs d'action sont, entre autres, le renforcement et la valorisation des capacités d'action des acteurs locaux, l'animation des programmes de développement local à travers les élus locaux et les Conseils villageois de développement (CVD) et la formation en ressources humaines des collectivités locales. Le GTA-DEGOL se mobilise pour former les acteurs à une meilleure compréhension de leur environnement économique, politique, juridique et social, et de leur rôle dans le processus de décentralisation, en vue d'une appropriation sociale de la gouvernance locale. Les actions du groupe de travail sont orientés vers la mise en commun des expertises et des ressources existantes, tant au plan national, sous régional que régional, au service du développement du Burkina et de l'Afrique. Dans ce but, le GTA-DEGOL souhaite développer un système de partenariat dynamique avec des personnes ressources, des ONG et des institutions de coopération nationales ou internationales.

République démocratique du Congo

La faible prise en compte de la voix de la femme, les atteintes physiques qu'elles subissent, le faible respect de son identité et son manque d'intégration socio-économique et professionnelle ont été les premières motivations pour la création de Femmes en mission de développement durable (FMD). Cette structure vise le renforcement de capacités d'autonomisation de la femme et de la promotion de ses droits fondamentaux. Ses actions sont dirigées vers la population rurale du Sud-Kivu. FMD a déjà travaillé avec des structures comme Caritas et souhaite établir de nouveaux partenariats pour son programme qui touche des secteurs variés : la santé maternelle et infantile, l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, la protection sociale, la violence sexuelle faite aux femmes et la sensibilisation à la prévention du VIH/SIDA.

Burkina Faso - Ouahigouya

L'Association Unitas, créée en décembre 2007, a mis en place diverses actions, et ce, malgré de faibles moyens : la prise en charge médicale, la sensibilisation sur le VIH/Sida et les MST, l'aide aux inscriptions scolaires, aux besoins alimentaires et vestimentaires d'enfants - notamment grâce à des parrainages d'enfants. La structure souhaite mettre en place des équipes dans les milieux ruraux et les sites aurifères pour y développer des actions de sensibilisation. À cet effet, Unitas sollicite un partenaire pour consolider le projet.

FINANCEMENTS

RÉGIONAL

Grand Lyon

FONDS DE SOLIDARITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR L'EAU

Dès 2003, le Grand Lyon a décidé de contribuer à l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) concernant l'eau en apportant une aide financière pour développer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud.

Un partenariat public-privé s'est mis en place et développé. Aujourd'hui, le Fonds eau est alimenté par le Grand Lyon, les gestionnaires délégués pour l'eau potable (Veolia et Lyonnaise des eaux) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Depuis la création du fonds, 4 270 000 € ont été investis dans 100 projets en Afrique, en Asie et sur le pourtour méditerranéen. La majorité des projets est portée par des associations de la région Rhône-Alpes. Au total, la part allouée aux actions internationales représente 0,4% des recettes eau et assainissement de la Direction de l'eau du Grand Lyon. Ces actions s'inscrivent dans les dispositions de la loi Oudin.

➤ Pour déposer un dossier

- Toutes les informations et documents disponibles sur www.grandlyon.com >> rubrique Je m'informe / Sur les relations internationales
- Les projets peuvent être présentés par des associations de solidarité internationale ou des autorités locales.

Contact : Direction de l'eau du Grand Lyon - tél. 04 78 95 89 29

Plus d'informations : www.grandlyon.com >> Je m'informe / Sur les relations internationales

RÉSULTATS DE L'APPEL À PROJETS 2011 FRANCO-BRÉSILIEN

Dans le cadre de cet appel à projets en soutien à la coopération décentralisée tripartite en faveur d'Haïti et du continent africain, deux projets ont été retenus (sur 23 propositions enregistrées) dont le projet de la Communauté urbaine de Lyon avec la Ville de Fortaleza au Brésil et la Ville de Porto-Novo au Bénin intitulé « Centre de formation en arts et métiers du patrimoine de Porto Novo ».

Contact : le Grand Lyon - Tél. : 04 78 63 40 40

Plus d'informations : www.grandlyon.com et <http://cncd.diplomatie.gouv.fr> >> Coopération décentralisée

Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse

AIDES POUR LE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

L'Agence soutient des projets de coopération internationale, son action est concentrée autour de priorités thématiques correspondant à son savoir-faire métier (gestion intégrée des ressources en eau, information sur l'eau, redevances, etc.) et dans le cadre de secteurs géographiques prédéterminés (pourtour méditerranéen, Union européenne et quelques DOM et pays d'Afrique francophone). L'Agence subventionne les études préalables aux travaux (dans la limite de 80% des coûts) et intervient de deux manières : l'apport d'expertise via des collaborations institutionnelles et techniques, et le soutien financier de projets de solidarité dans les pays en voie de développement.

➤ Pour déposer un dossier de demande de subvention complet :

Délégation Rhône-Alpes - 14, rue Jonas Salk - 69363 LYON Cedex 07
Tél. 04 72 76 19 00 – Fax. 04 72 76 19 10

Plus d'informations : www.eaurmc.fr >> rubrique International

NATIONAL

Ville de Paris

PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU

Depuis 2005, la Ville de Paris a soutenu 40 projets solidaires d'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde pour 2,8 millions d'euros. Depuis le mois de février 2011, l'appel à projets « eau et assainissement » est remplacé par un guichet unique ouvert toute l'année. Le dispositif permet l'octroi de financements allant de 10 000 à 300 000 € pour des projets dont la durée est inférieure à 36 mois.

➤ La Ville a choisi de mettre en place une procédure simplifiée pour les demandes de subventions qui s'effectuent en ligne.

Plus d'informations : www.paris.fr >> Paris Politiques / Paris à l'international / Solidarité

La loi Oudin-Santini

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE « EAU » FINANCÉE SUR LES BUDGETS DE L'EAU

La loi 2005-95 du 9 février 2005 dite loi Oudin permet aux collectivités chargées des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement, de consacrer jusqu'à 1% de leur budget «eau» à des actions de coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Avec le concours des Agences de l'eau, cette loi a permis la mobilisation de 18 millions d'euros en 2009, un montant supérieur au montant des dons mobilisés par l'Aide publique au développement française. Il est important de poursuivre la mobilisation des collectivités territoriales pour élargir son application en France. Le développement de dispositifs de solidarité entre collectivités territoriales, associant souvent des ONG de terrain et les citoyens, pourrait être proposé à d'autres pays dans le cadre de la préparation du Forum de Marseille. Son application à plus grande échelle aurait un impact considérable, le cadre européen pourrait être approprié pour commencer à développer une telle action.

Plus d'informations : www.cncd.diplomatie.gouv.fr

À télécharger sur www.resacoop.org :

- Lettre n°49 – juin 2007 – « Eau : loi Oudin - >> rubrique La Lettre de Resacoop
- Loi Oudin : mode d'emploi - 18 Juin 2007 >> rubrique Réunions thématiques



INTERNATIONAL

ONU Femmes

FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

2^e appel d'offres sur des projets visant à appuyer l'autonomisation politique et économique des femmes

Le premier appel concernant les États arabes étant clos, le fonds complétera en 2012, le cycle de subventions en invitant des propositions venant d'Afrique, de l'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale.

➤ **L'appel à proposition sera publié en janvier - les demandes pourront être déposées en ligne à partir de février 2012.**

Plus d'informations : www.unwomen.org/fr >> Comment nous travaillons

APPELS À PROPOSITIONS 2012

DevCo/EuropeAid

Pour télécharger les documents et consulter tous les appels : <http://ec.europa.eu/europeaid/>.

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous une sélection des appels à proposition 2011.

Pour en savoir plus : Coordination Sud, Eve Derriennic : derriennic@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en euros	Dates dépôts dossiers
Fonds européen de développement (FED)		
Multi-pays (ACP) : Promotion des Objectifs du millénaire pour le développement : assainissement dans les zones pauvres périurbaines et urbaines dans les pays ACP	132128/C/ACT/Multi 14 000 000 €	31 janvier 2012
Acteurs non étatiques et autorités locales (ANE-AL)		
Multipays (Tous pays) : Renforcer les capacités des acteurs non étatiques – Actions dans les pays partenaires (Multi-Pays)	131140/C/ACT/Multi 25 904 500 €	1^{er} février 2012
Sécurité alimentaire		
Multipays (Tous pays) : Participation à la gouvernance en faveur de la sécurité alimentaire	131792/C/ACT/Multi 20 000 000 €	7 février 2012
Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)		
Tunisie : Appui au développement de la microfinance	1131799/L/ACT/TN 4 700 000 €	27 février 2012

Bénin - Lokossa

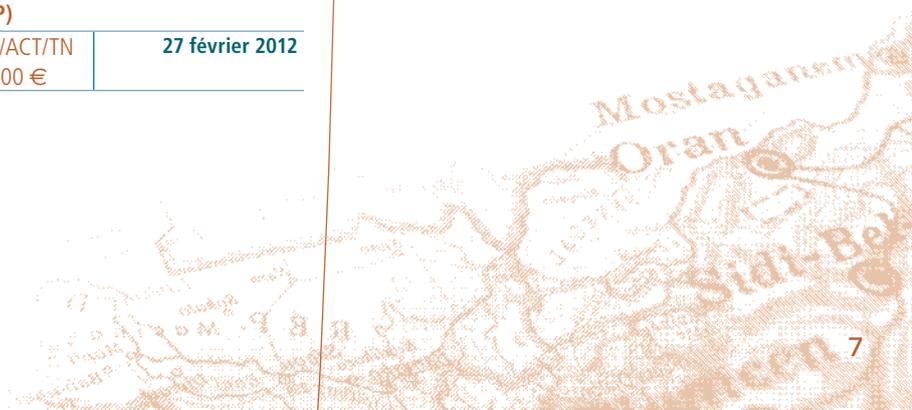
L'ONG « Les Vertus de l'Afrique-Bénin » travaille depuis 2008 avec la Commune de Lokossa dans les domaines de développement durable et de gestion intégrée des ressources en eau. En 2009-2010 par exemple, l'ONG a travaillé avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), bureau de Cotonou, pour le projet d'intégration locale des réfugiés togolais du site d'Agamé dans le département du Mono. Pour la période 2011-2015, l'ONG souhaite réaliser plusieurs actions sur l'accès à l'eau et à l'assainissement, et de la sensibilisation liée à ce domaine, elle interviendrait notamment dans les centres de santé des zones défavorisées du Bénin et dans la Commune d'Agbangzoun. Elle souhaite aussi mettre en place un projet d'insertion et d'installation des jeunes précocement dé-scolarisés pour les orienter vers le maraîchage, la riziculture et l'élevage. Ces projets rencontrent des difficultés liées aux financements mais aussi à la nécessité d'un appui technique. L'ONG sollicite donc un partenariat.

Côte d'Ivoire

Le Centre ivoirien de valorisation des déchets – CIVADEC - est une entreprise environnementale. Premier centre intégré de valorisation des déchets en Côte d'Ivoire, CIVADEC est une structure de protection de l'environnement urbain et d'appui au milieu rural. Il agit dans plusieurs domaines d'activités notamment le nettoyage et l'entretien, la collecte et le recyclage des déchets, l'aménagement des espaces, l'aide au développement agricole, la formation et l'assistance-conseil. Il s'est engagé dans une vision de développement durable par d'énormes travaux et projets pilotes ayant pour objectifs de contribuer à la sécurité alimentaire, la réduction de la pollution et l'anticipation à la lutte contre les vecteurs de maladies. La structure recherche un partenariat technique et financier pour dynamiser les activités et atteindre les objectifs fixés.

Togo – Lomé

L'association des Chrétiens bénévoles pour le développement et le progrès a pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des couches défavorisées de la population togolaise. Pour ce faire, elle intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la promotion de l'initiative privée et de la protection de l'environnement. Les partenaires les assistent dans la recherche de fonds pour leurs projets de développement.



Tous mobilisés pour l'accès à l'eau !

Compte-rendus et documents à consulter sur www.resacoop.org :

Rubrique La Lettre de Resacoop

- Lettre n°49 – juin 2007 – « Eau : loi Oudin »
- Lettre n°62 – juillet 2010 - « Les Objectifs du millénaire pour le développement »

Rubrique Réunions thématiques

- Loi Oudin : mode d'emploi - 18 Juin 2007
- Comment piloter un projet dans le domaine de l'eau et de l'assainissement? - 19 mai 2011 à Lyon

Rubrique Fiches techniques

Circulaire explicative sur la mise en œuvre de la loi Oudin

FORMATIONS

À votre disposition dès janvier 2012

La brochure Formations de RESACOOP 1^{er} semestre 2012

document joint à la présente Lettre par courrier, et/ou à votre disposition dans nos locaux.

et sur notre site internet en format « pdf » : www.resacoop.org.

Formations thématiques

- La gestion écologique de l'eau dans la mise en œuvre d'un projet – le 30 mars en partenariat avec Toilettes du Monde

NOUVEAU

- Monter un projet dans le tourisme solidaire le 2 mars en partenariat avec le Réseau Départ
- Médias et communication – le 16 mars

Formations méthodologiques

Cycle Monter un projet de solidarité internationale - 4 sessions

- 1. Concevoir un micro projet de solidarité internationale – le 9 mars
- 2. Monter un dossier de cofinancement – le 27 avril
- 3. Établir un budget – le 25 mai

NOUVEAU

- 4. Faire un bilan et évaluer un projet de solidarité internationale – le 11 mai en partenariat avec le CIEDEL

Informations et inscriptions auprès d'Isabelle Taine
Tél. 04 72 77 87 67 - mail@resacoop.org

RENCONTRE

À la rencontre des jeunes et de leurs initiatives solidaires ! Le 31 janvier à Lyon*

Événement coorganisé par RESACOOP sur la thématique de l'engagement des jeunes dans des projets de solidarité internationale.

*Voir Agenda page 4

Plus d'informations : www.resacoop.org

ÉQUIPE

Départ de Lucie Carena

Lucie Carena a quitté ses fonctions de chargée de mission au sein de RESACOOP le 9 décembre 2011. Grâce à ses qualités personnelles et professionnelles, elle a contribué efficacement à la dynamique du Réseau et nous lui souhaitons autant de succès dans son nouveau projet professionnel.

LES ACTIVITÉS DU RÉSEAU

CHANTIERS

Démultiplication : quoi de neuf en Drôme/Ardèche ?

Depuis 2009, l'association ADOS (Ardèche Drôme OuroSogui Sénégal) est partenaire de la démarche de « démultiplication » de RESACOOP dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme. Elle anime en particulier le « Collectif solidarité internationale Ardèche Drôme » qui regroupe des représentants de collectivités territoriales, des services Cohésion sociale et d'associations de la solidarité internationale et du commerce équitable. Après une première initiative en direction des professionnels de l'animation Jeunesse, le collectif cherche à tisser des liens avec les acteurs de l'éducation à l'environnement et au développement durable des deux départements fédérés en collectifs : Pétales 07 et Réseau drômois d'éducation à l'environnement. Un premier atelier d'échanges de pratiques est prévu le 23 janvier à Largentière, en Ardèche, afin de confronter outils et modes d'intervention, puis de dégager des pistes de partenariat opérationnel pour développer des projets d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la solidarité internationale.

Contact : Michaële Groshans – ADOS - m.groshans@ados-senegal.org

Réseaux départementaux Jeunesse et solidarité internationale : l'union fait la force !

Une cinquantaine de participants, venus des 8 départements de la région, se sont retrouvés le 4 octobre dernier à Valence pour les Deuxièmes rencontres des réseaux départementaux Jeunesse et Solidarité internationale de Rhône-Alpes. Lors de cette journée, co-organisée par RESACOOP, l'ADOS (Ardèche Drôme OuroSogui Sénégal) et la Ville de Valence et animée avec l'appui de Hélène Cauchoix (Fédération des centres sociaux de l'Ain), chacun des réseaux a présenté ses activités et son mode de fonctionnement sous forme ludique et conviviale. Un travail en ateliers a ensuite permis d'avancer sur la création d'une « valise des compétences collectives », fruit de la mise en commun des outils et expériences de chacun pour mieux accompagner les projets de jeunes à l'international.

Retrouvez en 2012 sur www.resacoop.org les fiches des réseaux départementaux et des outils pour l'accompagnement dans la rubrique « L'actu du GIP », Chantier Jeunesse et solidarité internationale.

Contact : Antonio Silveira – asilveira@resacoop.org

Des Alpes au Sahel : bilan de deux années

Le 25 et 26 novembre 2011 à Turin, le forum final du projet « Des Alpes au Sahel » a permis aux participants de faire le point sur les acquis de trois années de travail. Lors de cette rencontre, les produits du projet ont été présentés : une publication finale qui reprend l'historique du projet et réunit les idées recueillies lors des différents temps de travail, le site internet « London Tiloo » qui est à la fois un espace de ressources et d'échange, les 20 vidéos conçues comme des outils pédagogiques pour le travail en classe. Des représentants du Sénégal et du Burkina Faso, également invités à ce forum final, ont présenté un « plan d'action » destiné à faire reconnaître l'Education au développement durable et à la solidarité internationale (EDD-SI) dans chacun de leur pays respectif par les autorités et les acteurs. Ils envisagent également de continuer à échanger entre pays sahéliens.

Les discussions ont déjà commencé entre acteurs institutionnels pour savoir comment inscrire ces actions dans le temps et pérenniser les outils développés. Aujourd'hui, la priorité est de poursuivre la dynamique de réseau entre les acteurs de l'EDD-SI en Rhône-Alpes, au Piémont et sur les territoires sahéliens partenaires !

« London Tiloo », en ligne depuis le 15 décembre, contient de nombreuses pistes pédagogiques pour aider les enseignants et les animateurs à créer leur projet d'éducation au développement durable et à la solidarité internationale. En outre le site a été conçu comme un espace d'échange qui favorise la mise en réseau grâce à la rubrique « Trouver un partenaire à l'international ». Bonne visite sur le site : www.londontiloo.org